

ressources sont prises pour notre région et ses ressources, qu'il s'agisse des mines, de l'industrie forestière, ou de nos ressources en eau.

Cependant, tel n'est pas toujours le cas. Souvent nous ne sommes pas consultés et nous sommes laissés dans l'ignorance, et on nous met devant le fait accompli lorsqu'il est trop tard pour que nous puissions faire des propositions ou influencer sur ces décisions. Ainsi, de 1966 à 1970, les sommes affectées par le gouvernement fédéral aux études sur les ressources en eau du Nord de l'Ontario atteindront \$2,203,000. C'est la participation fédérale au comité de coordination sur les études des ressources en eau du Nord de l'Ontario, institué conformément aux déclarations du premier ministre du Canada et de celui de l'Ontario au début de 1965.

J'ignore l'ampleur de la participation provinciale à ces études, mais je peux présumer qu'il s'agit d'un programme à frais partagés, moitié moitié, ce qui signifie que quelque 5 millions de dollars ont été dépensés ces dernières années pour étudier les ressources en eau du Nord de l'Ontario. Ces renseignements nous ont beaucoup intéressés, monsieur l'Orateur, mais, que je sache, personne dans la région n'y a participé et n'a été tenu au courant des objectifs ou des résultats de ces enquêtes. Bien entendu, tout cela a suscité beaucoup de crainte et de méfiance. Des rumeurs circulent au sujet de projets grandioses visant à détourner vers le lac Supérieur les eaux des rivières qui coulent vers le nord. Des personnes qui vivent dans des réserves et des établissements indiens, des gens qui exploitent des camps de touristes et bien d'autres citoyens m'ont demandé des explications. Ils l'ont fait par inquiétude et il y en a même qui demandent si nos gouvernements se proposent d'exporter des quantités considérables d'eau aux États-Unis. Je leur dis que je l'ignore, mais que je vais m'efforcer de le savoir, que je m'informerai afin de connaître le but des enquêtes approfondies qu'on fait sur les ressources en eau dans notre région. Des gens prétendent que l'American Corps of Engineers mesure le débit des cours d'eau et veulent savoir pourquoi. Le ministre nous a donné l'assurance que le gouvernement canadien ne croyait pas que l'organisme en question s'intéresse au problème.

J'ai assisté récemment à une réunion où nombre de citoyens inquiets ont discuté des questions de détournement et d'exportation d'eau douce. La nouvelle publiée laisse voir, je pense, ce que ressentent les citoyens qui ne sont pas informés ou consultés lorsque des choses qui les touchent directement se passent sous leurs yeux. Voici un extrait de la lettre, monsieur l'Orateur:

[M. Penner.]

Dans cette région, nous avons eu connaissance d'un gigantesque projet mis au point par notre gouvernement fédéral et par celui des États-Unis, et qui vise à détourner vers le sud en direction des États-Unis, d'énormes quantités d'eau qui s'écoulent présentement vers le nord. Beaucoup d'entre nous ont vu, en ce qui concerne ce projet, un plan détaillé assorti de cartes et nous sommes en proie à une vive inquiétude. Le secret qui entoure l'ensemble du projet a, à n'en pas douter, quelque chose d'antidémocratique et pourrait, si l'on en juge d'après le plan assorti de cartes, avoir des effets dévastateurs pour le Nord de notre pays. Tout cela va à l'encontre des objectifs pour lesquels nous avons, nous Canadiens, combattu au cours de deux guerres mondiales. Nous sommes certainement en droit de savoir ce qui se trame et dans quelle mesure cela affectera l'avenir de nos enfants et de notre pays tout entier.

Cette réunion a été organisée en vue d'une discussion sur cet énorme projet et ses effets sur la faune, de même que sur beaucoup d'autres aspects de la question. Nous espérons que vous nous honorez de votre présence et de l'expression de vos vues sur ce problème.

J'ai assisté à cette réunion, monsieur l'Orateur, où je me suis entretenu avec des citoyens profondément préoccupés et inquiets. Ils craignent et redoutent un déséquilibre de la nature et de l'écologie du Nord de l'Ontario par suite de la dérivation de ces rivières dont les courants rapides sont orientés vers le Nord. Cette réunion est devenue une séance d'organisation durant laquelle on a établi un organisme qui porte le nom intéressant de KNOW (*Keep Northern Ontario Water*).

Les membres voulaient savoir ce que je pouvais leur dire au sujet de ce projet. J'ai dû me contenter de leur signaler que jusqu'ici huit rapports provisoires avaient été remis au gouvernement fédéral et à celui de l'Ontario et plus précisément au comité de coordination des études sur les ressources hydriques du Nord de l'Ontario. J'ai été en mesure d'obtenir les rapports provisoires n^{os} 6 et 7, grâce à l'obligeance d'un député de l'Assemblée législative de l'Ontario. En examinant ces rapports, j'ai relevé un énoncé des objectifs préparé par le comité de coordination pour les études qui seront exécutées séparément par des agences des deux gouvernements. Cet énoncé des objectifs se lit ainsi:

A l'égard des eaux qui se déversent dans la baie James et la baie d'Hudson en Ontario, afin d'évaluer la quantité et la qualité des ressources hydrauliques pour tout l'Ontario, d'établir les besoins actuels et futurs des usagers et d'évaluer les autres possibilités d'utilisation de certaines eaux sur place, ou ailleurs par dérivation.

Cet dernière phrase est celle qui frappe surtout—«utilisation de certaines eaux sur place, ou ailleurs par dérivation.» On a réparti la charge des études hydrologiques et techniques nécessaires à l'accomplissement de ces objectifs entre la Division des ressources hydriques de la Commission des ressources hydriques de l'Ontario et la Direction des eaux intérieures du ministère fédéral de l'É-